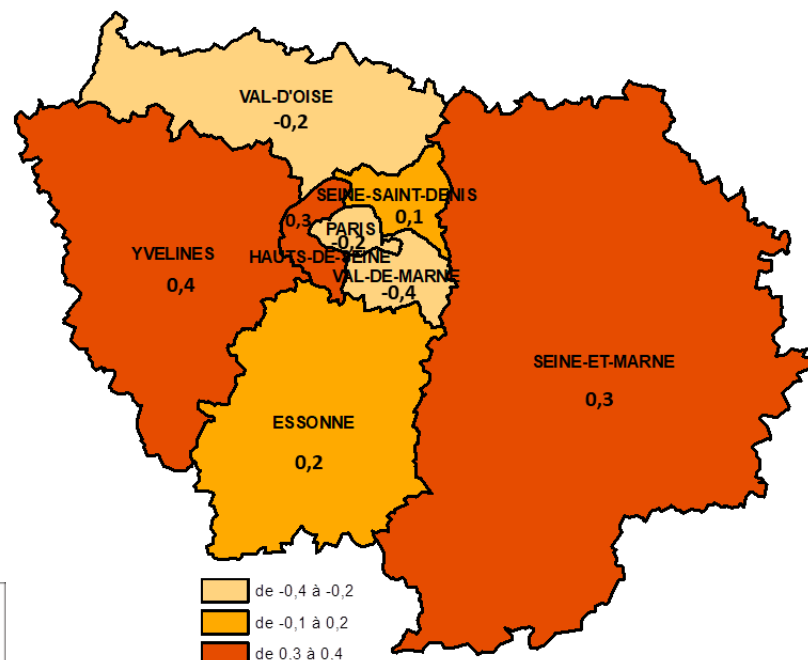


Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France1^{er} trimestre 2019

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre le 4^e trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre 2019 (en %, données CVS-CJO)



- Au 1^{er} trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue par rapport au 4^e trimestre 2018 en catégorie A (-0,3 %) et est stable en catégories A, B, C.
- Le taux de chômage baisse de 0,3 point au 4^e trimestre 2018, atteignant 7,6 %.
- L'emploi salarié augmente légèrement au 4^e trimestre 2018 (+0,3 %).
- L'activité partielle progresse au 1^{er} trimestre 2019.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est stable au 1^{er} trimestre 2019.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible fin août et portera sur le deuxième trimestre 2019.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise à jour des coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables pour l'année 2019 a révisé légèrement l'historique de certaines séries statistiques.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

Demande d'emploi et chômage

Au premier trimestre 2019, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 994 900 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 665 220 n'ont pas travaillé du tout durant le mois précédent (catégorie A).

La baisse de la demande d'emploi en catégorie A, initiée au quatrième trimestre 2018, se poursuit au premier trimestre, bien qu'à un rythme moins soutenu (-0,3 % contre -0,7 % en France métropolitaine). La demande prenant en compte les personnes ayant eu une activité réduite (catégories A, B, C) est stable, comme au niveau national, après le recul enregistré au trimestre précédent.

La demande d'emploi en catégorie D (demandeurs en formation) progresse plus nettement dans la région qu'en France métropolitaine (+4,4 % contre +1,2 %), en lien avec la mise en place du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC).

L'écart entre l'évolution de la demande d'emploi des hommes et celle des femmes continue de s'accroître en défaveur des femmes (1,3 point sur un an).

À la différence des moins de 25 ans et des plus de 50 ans, les demandeurs âgés de 25 à 49 ans sont les seuls à bénéficier d'une baisse de leur demande d'emploi (-0,3 %).

Au quatrième trimestre 2018, 7,6 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,5 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,3 point par rapport au troisième trimestre 2018.

Emploi

Au premier trimestre 2019, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi en Île-de-France augmentent assez nettement par rapport au trimestre précédent (+5,5 %, données CVS pour l'ensemble des offres).

Au quatrième trimestre 2018, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse de 2,4 % par rapport au quatrième trimestre 2017 (+3,8 % pour les contrats durables).

Le nombre d'intérimaires reste en hausse au quatrième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent (+2,1 %).

Porté par le secteur privé, l'emploi salarié francilien progresse légèrement au quatrième trimestre 2018 (+0,3 %). L'emploi francilien représente près de 44 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 50 nouvelles offres enregistrées pour 100 nouvelles demandes d'emploi en moyenne au premier trimestre 2019, en baisse par rapport au premier trimestre 2018. Le taux de satisfaction des offres diminue fortement.

Mutations économiques

Au premier trimestre 2019, 237 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique, pour un volume d'heures de travail chômées en forte augmentation, en lien avec la demande d'un grand constructeur automobile.

Au premier trimestre, le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est stable par rapport au trimestre précédent mais les emplois menacés sont plus nombreux.

Les demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2019

1 ^{er} trimestre 2019	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	665 220	3 391 900	-0,3	-0,7	-0,9	-1,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	994 900	5 603 430	0,0	0,0	0,1	-0,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

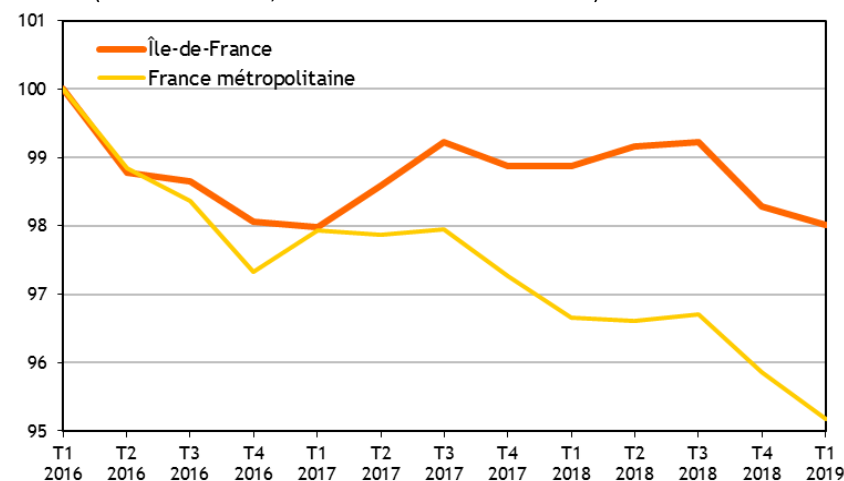
Après une forte baisse au quatrième trimestre 2018 (-1,0 %), la demande d'emploi francilienne en catégorie A continue de reculer au premier trimestre 2019 (-0,3 % contre -0,7 % en France métropolitaine). Sur un an, cette demande diminue mais moins nettement qu'en France métropolitaine (-0,9 % contre -1,5 %).

Les évolutions en catégorie A sont toujours affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs. Ainsi, le nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite (catégories B et C) repart à la hausse au premier trimestre (+0,6 %). Au total, la demande d'emploi en catégories A, B, C est stable dans la région, comme en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en formation (catégorie D) est en forte augmentation au premier trimestre (+4,4 % en Île-de-France contre +1,2 % en France métropolitaine), tiré par la mise en œuvre du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC).

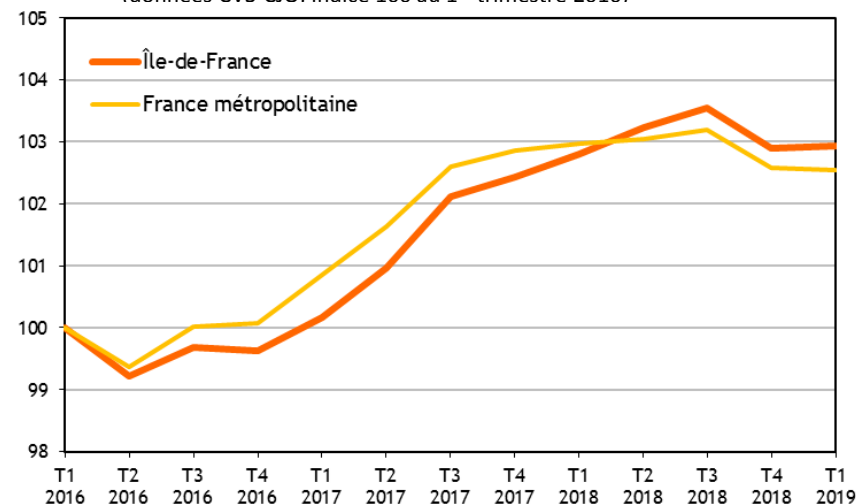
Demande d'emploi

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) au 1^{er} trimestre 2019

Données CVS-CJO 1 ^{er} trimestre 2019	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	129 910	-0,2	-1,7	202 100	-0,2	-1,0
Seine-et-Marne	66 880	-0,1	0,6	102 720	0,3	1,1
Yvelines	64 990	0,1	-0,4	97 290	0,4	0,5
Essonne	57 970	-0,5	-1,3	89 910	0,2	0,0
Hauts-de-Seine	80 810	0,0	0,6	117 780	0,3	1,4
Seine-St-Denis	120 080	-0,2	-0,6	172 800	0,1	0,7
Val-de-Marne	73 390	-0,7	-2,6	107 720	-0,4	-1,1
Val-d'Oise	71 200	-0,6	-1,0	104 580	-0,2	-0,1
Île-de-France	665 220	-0,3	-0,9	994 900	0,0	0,1
France métro.	3 391 900	-0,7	-1,5	5 603 430	0,0	-0,4

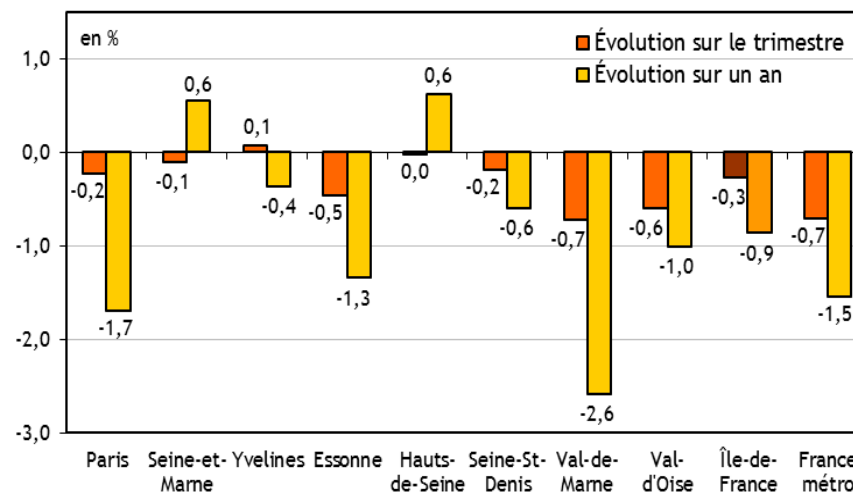
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au premier trimestre 2019, la demande d'emploi francilienne est en recul en catégorie A dans l'ensemble des départements, à l'exception des Yvelines (+0,1 %). Le Val-de-Marne bénéficie de la baisse la plus forte (-0,7 %). Sur un an, la plupart des départements franciliens bénéficient d'une diminution, jusqu'à -2,6 % dans le Val-de-Marne. La Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine sont les seuls à connaître une progression (+0,6 %).

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, la demande d'emploi recule dans le Val-de-Marne (-0,4 %), à Paris et dans le Val-d'Oise (-0,2 %). Elle augmente dans les autres départements de la région. Sur un an, elle varie de -1,1 % dans le Val-de-Marne à +1,4 % dans les Hauts-de-Seine.

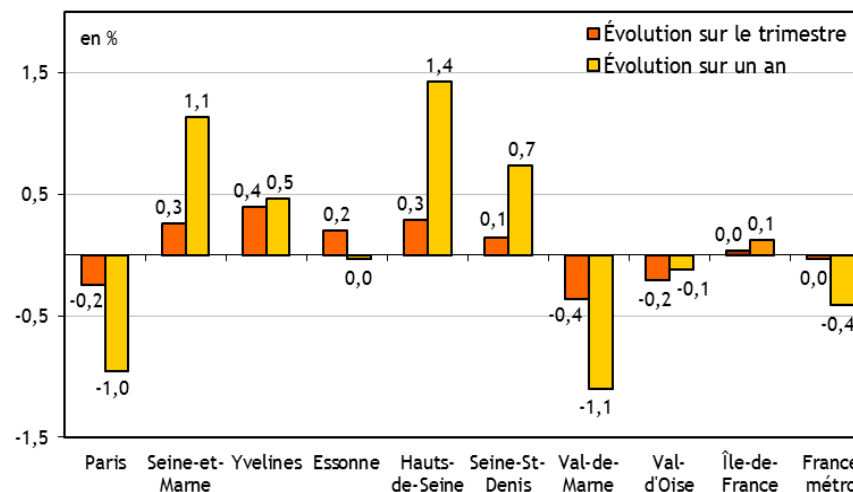
Demande d'emploi

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

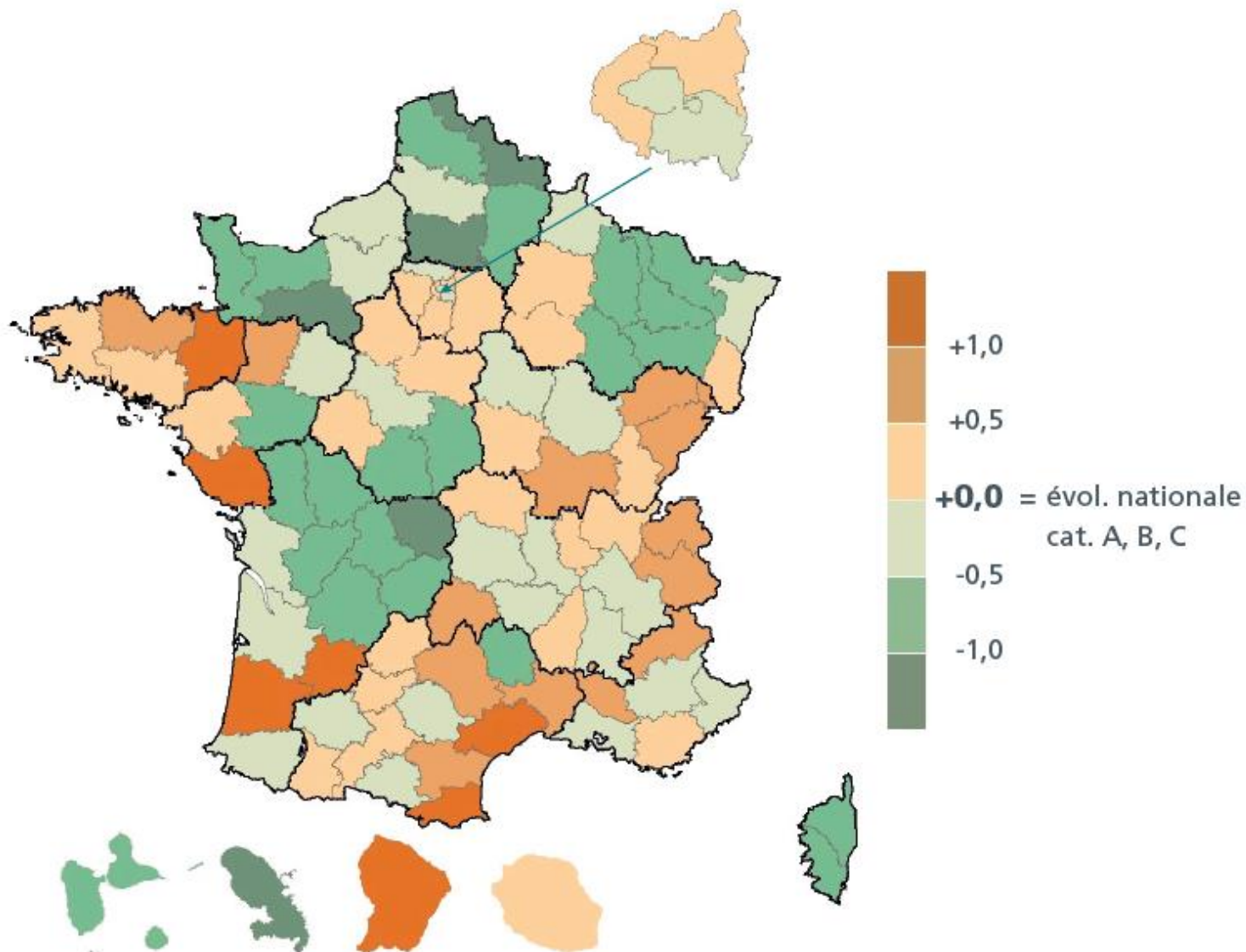
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 4^e trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre 2019
(en %, données CVS-CJO)



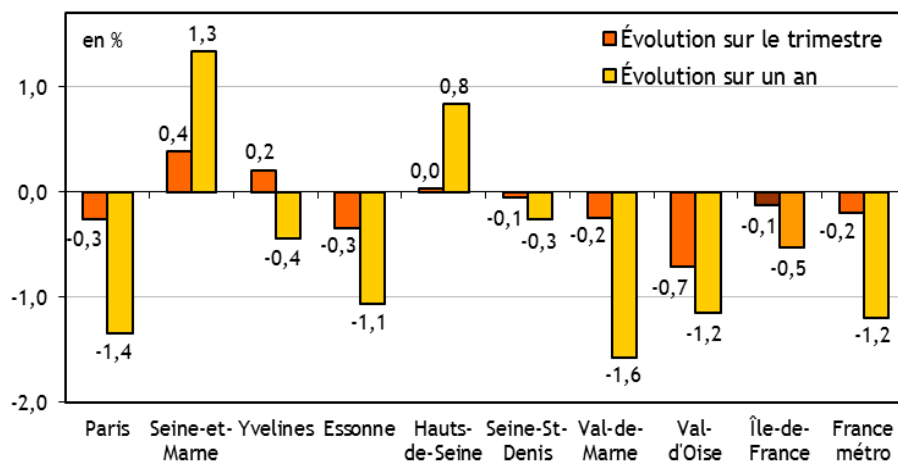
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1^{er} trimestre 2019 (catégorie ABC)

Sur le trimestre, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue très faiblement pour les hommes (-0,1 % après -0,8 %) alors qu'elle augmente un peu pour les femmes (+0,2 % après -0,4 %). Ces évolutions sont très proches de celles enregistrées en France métropolitaine.

Sur le trimestre, l'Essonne et le Val-d'Oise sont les départements franciliens pour lesquels l'écart d'évolution entre la demande d'emploi des hommes et celle des femmes est le plus prononcé (1 point).

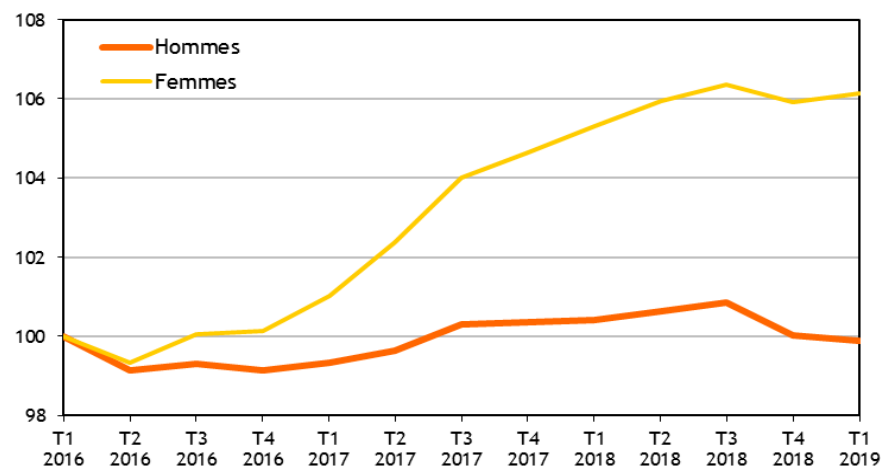
En Île-de-France, par rapport au premier trimestre 2016, la demande d'emploi des hommes est quasi-stable, alors qu'elle a augmenté de 6,1 % pour les femmes.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



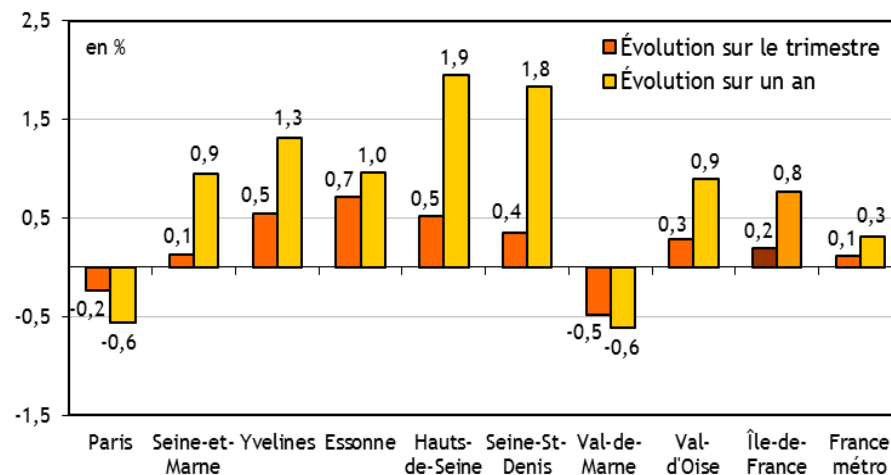
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

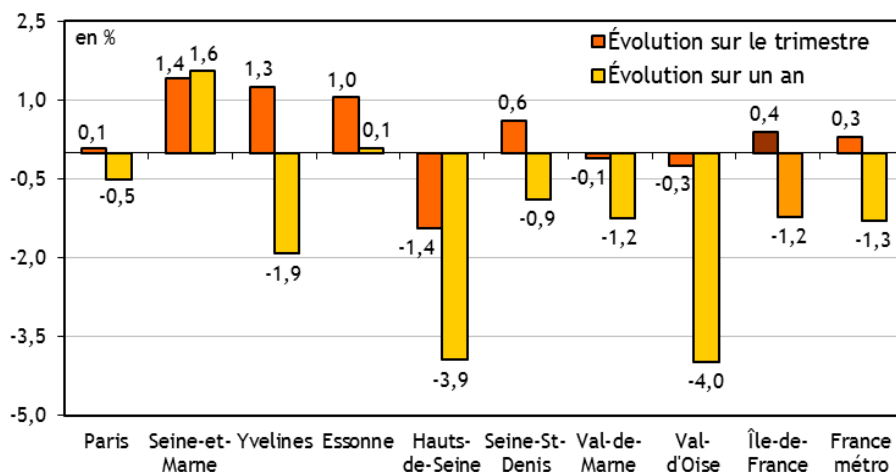
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1^{er} trimestre 2019 (catégorie ABC)

Comme en France métropolitaine, le recul du nombre de demandeurs âgés de 25 à 49 ans (-0,3 %) permet à la demande d'emploi d'être stable au premier trimestre en catégories A, B, C. Cette population représente 64 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi d'Île-de-France.

La demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) repart à la hausse au premier trimestre (+0,4 % en catégories A, B, C), après une forte baisse au trimestre précédent (-2,1 %). Elle reste toutefois en recul sur un an (-1,2 %).

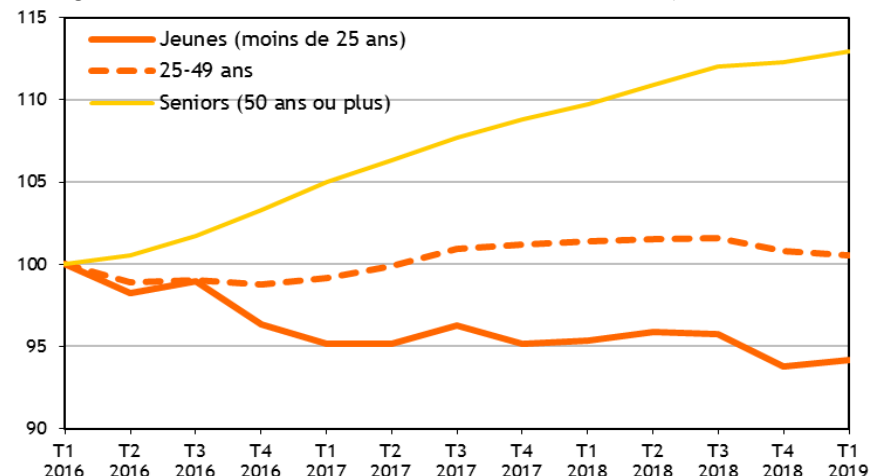
La demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) demeure en hausse (+0,6 % sur le trimestre et +2,9 % sur un an). Les Hauts-de-Seine affichent la progression la plus nette (+1,1 % sur le trimestre et +4,7 % sur un an).

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



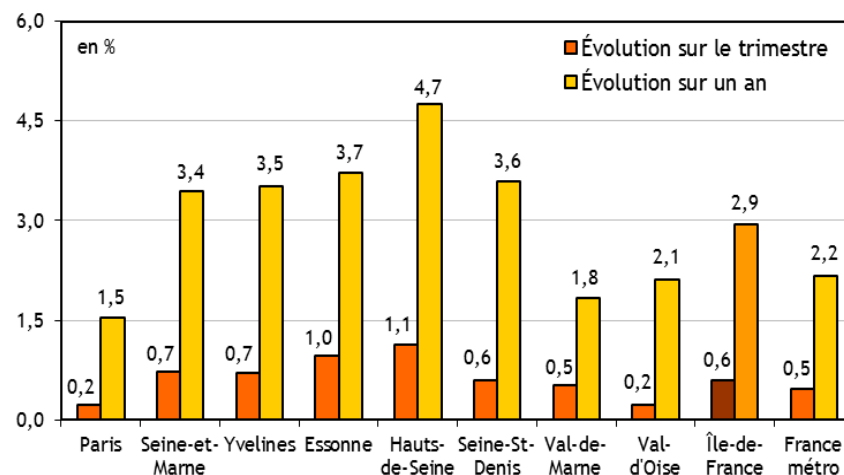
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de seniors inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 1^{er} trimestre 2019

Reprise depuis 2017, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) se prolonge au premier trimestre 2019, bien qu'à un rythme ralenti (+0,4 % contre +0,3 % en France métropolitaine). Ces demandeurs représentent 46,6 % de l'ensemble des demandeurs d'Île-de-France, contre 42,3 % au premier trimestre 2017.

Au quatrième trimestre 2018, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 374 jours à Pôle emploi. C'est 12 jours de moins qu'au trimestre précédent*.

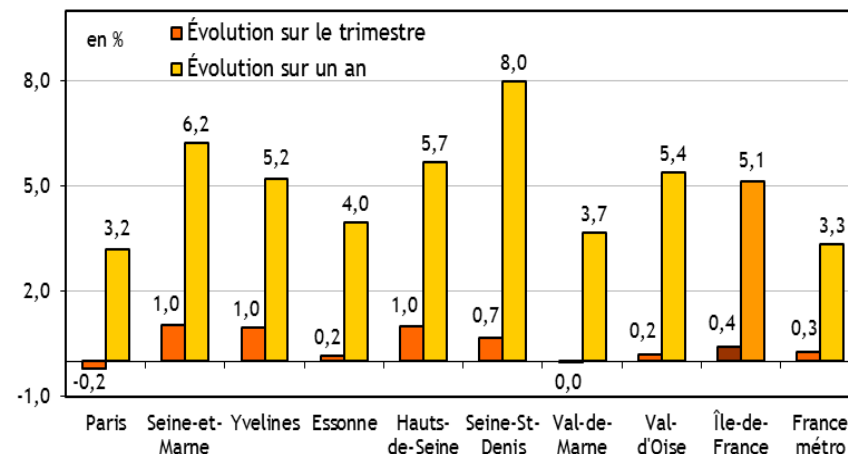
En hausse de 0,3 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,2 % au premier trimestre 2019. Elle varie de 10,8 % en Essonne à 16,5 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)								
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
1 ^{er} trimestre 2019	12,8	12,0	12,0	10,8	13,2	16,5	13,0	13,2	13,2
1 ^{er} trimestre 2018	12,8	11,7	11,4	10,5	12,1	16,5	12,5	12,8	12,9

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

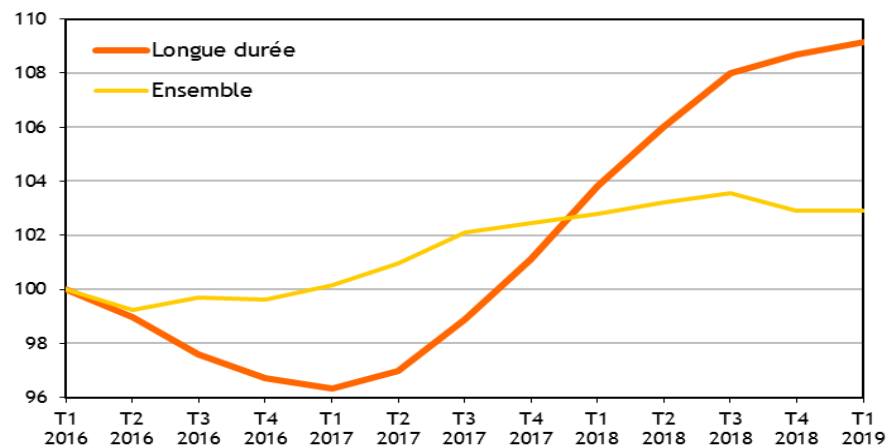
* « Durée de chômage (4^e trimestre 2018) », *Statistiques et indicateurs*, Décembre 2018, Pôle emploi, <http://pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-emploi/trajec-toires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-4e-trimestre-2018.html?type=article>

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2019

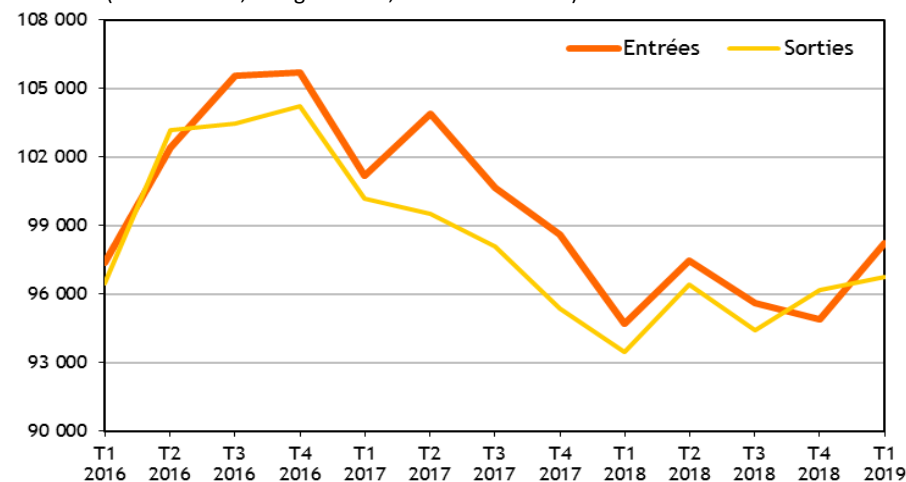
Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi rebondit au premier trimestre 2019 en Île-de-France (+3,5 % après -0,7 % au trimestre précédent). Sur un an, la hausse atteint 3,7 %, contre +2,9 % en France métropolitaine.

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « démission » (+20,4 %) se détache mais ce motif ne regroupe encore que 3,5 % de l'ensemble des entrées. Les inscriptions pour « fin de contrat », qui représentent près d'un cinquième des entrées, reculent très légèrement (-0,1 % sur un an).

Le nombre de sorties de Pôle emploi demeure en hausse sur le trimestre (+0,6 % contre +1,3 % en France métropolitaine). La progression est plus soutenue sur un an (+3,5 % contre +2,7 % en France métropolitaine).

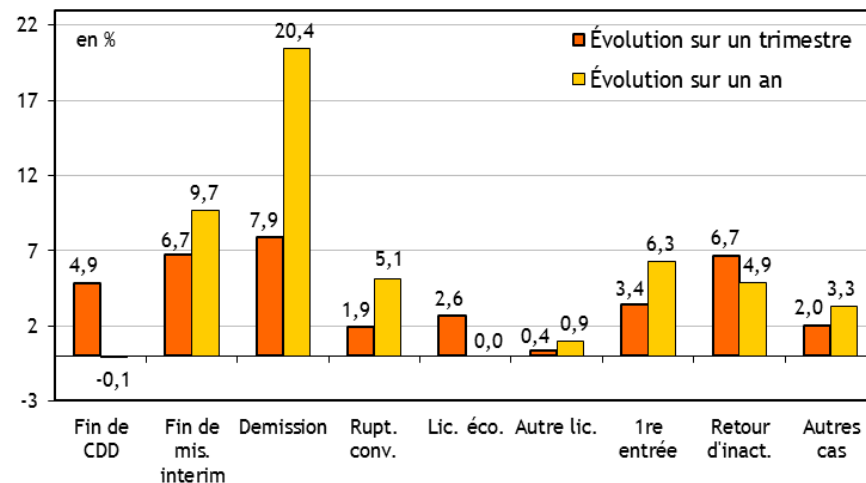
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. La forte hausse des entrées en stage (+38,8 % sur un an) s'explique, notamment, par la mise en place du PIC au premier trimestre 2019. Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 21,2 % des motifs de sorties de Pôle emploi, progressent de 8,6 % sur un an.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 4^e trimestre 2018

Au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage francilien s'établit à 7,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il diminue de -0,3 point par rapport au troisième trimestre 2018. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse à 8,5 % au quatrième trimestre 2018.

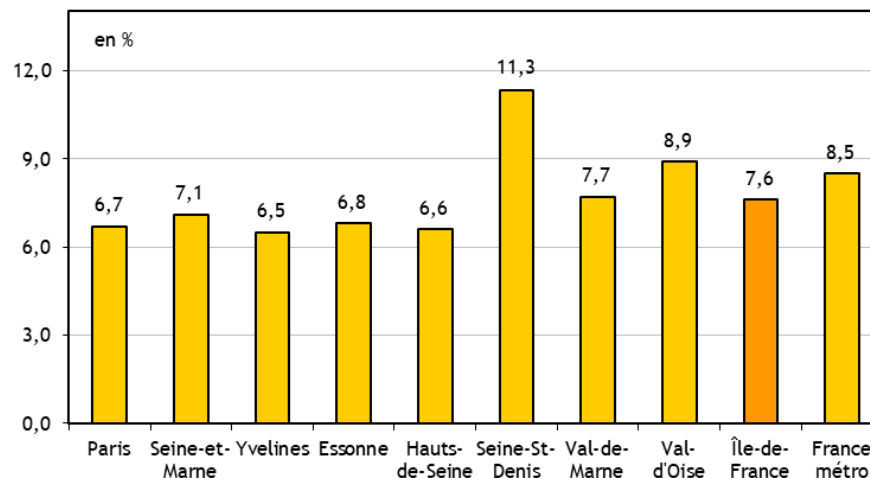
Sur un an le taux de chômage poursuit sa décrue de -0,1 point en Île-de-France et en France métropolitaine.

Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,3 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,3 %, voit son taux de chômage baisser de -0,4 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,9 %). Les Yvelines (6,5 %) et les Hauts-de-Seine (6,6 %) connaissent les taux les plus faibles.

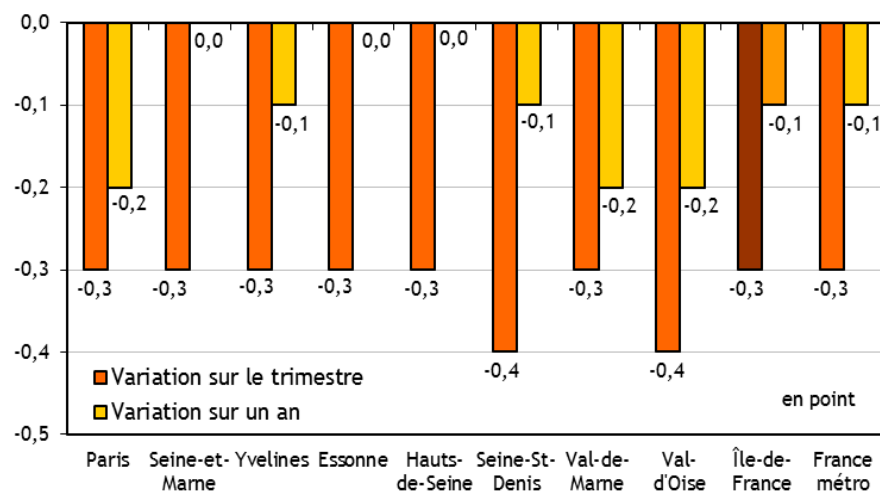
Sur un an, le taux de chômage diminue de -0,2 point à Paris, dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Pour les départements des Yvelines et de la Seine-Saint-Denis la baisse est moindre avec -0,1 point sur un an. Les autres enregistrent des taux stables.

Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2018
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Variation du taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2018
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2019

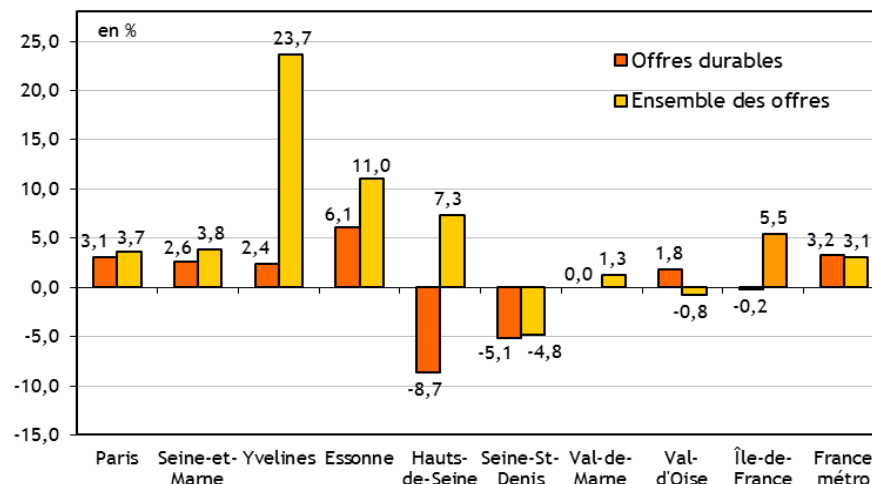
Au premier trimestre 2019, 48 200 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 31 950 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Après trois trimestres de baisse, le nombre d'offres d'emploi collectées progresse assez nettement au premier trimestre 2019 (+5,5 % contre +3,1 % en France métropolitaine). Au sein de ces offres, les offres durables reculent en Île-de-France (-0,2 %) et augmentent en France métropolitaine (+3,2 %).

Sur un an, les offres franciliennes sont en baisse (-7,5 % pour l'ensemble des offres et -4,7 % pour les offres durables).

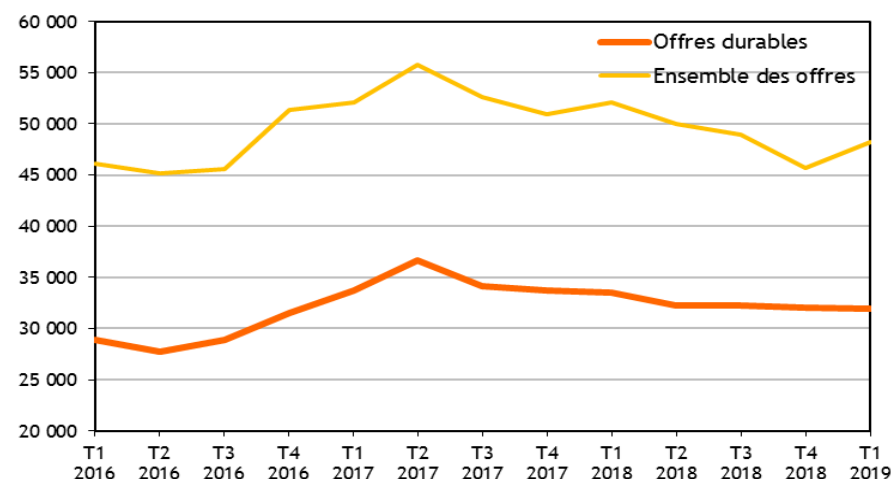
Les offres d'emploi augmentent très nettement dans les Yvelines (+23,7 % sur le trimestre et +7,0 % sur un an). Dans ce département, la moitié des offres collectées par Pôle emploi au premier trimestre concerne un emploi occasionnel ou temporaire, contre 34 % en Île-de-France et 42 % en France métropolitaine. Sur le trimestre, les Hauts-de-Seine enregistrent une progression de l'ensemble des offres (+7,3 %) mais un recul des offres durables (-8,7 %). Paris se distingue par la plus forte diminution des offres sur un an (-16,6 %).

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4^e trimestre 2018

Plus de 2,6 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2018 en Île-de-France, dont 430 000 DPAE en CDD de plus de six mois ou CDI.

Le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2018 (par rapport au quatrième trimestre 2017) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+2,4 %) et l'augmentation est plus forte pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +3,8 %).

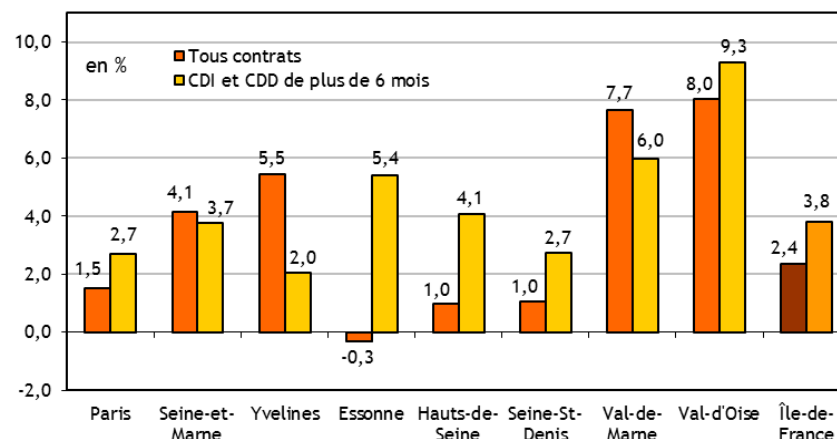
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise a connu une hausse annuelle importante (+ 8,0 %), alors que l'Essonne a connu une baisse de -0,3 %.

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise progressent le plus fortement (respectivement +6,0 % et +9,3 %).

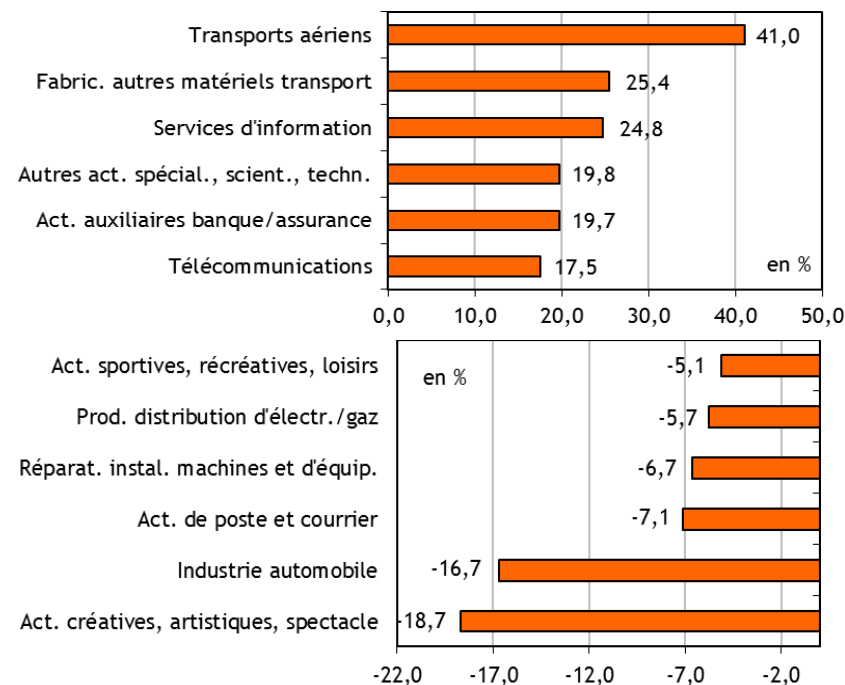
Les secteurs des transports aériens, de la fabrication d'autres matériels de transport et des services d'information ont connu une forte augmentation des recrutements en contrats durables (respectivement +41,0 % et +25,4 %).

L'industrie automobile et les activités créatives, artistiques et de spectacle ont connu la baisse la plus importante (diminution de plus de 16 %) des déclarations d'embauches.

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2018 / T4 2017)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs d'activité (six plus fortes hausses/baisses) (T4 2018 / T4 2017, Île-de-France)



L'intérim au 4^e trimestre 2018

Près de 1 079 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 4^e trimestre 2018 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 134 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

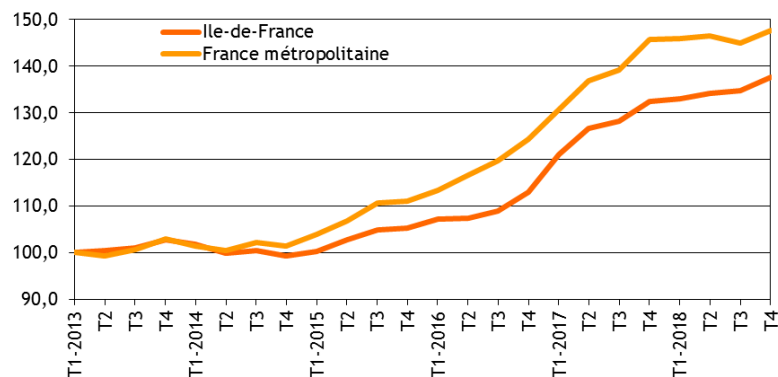
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP restent toujours en hausse, après plusieurs trimestres de croissance depuis début 2015. Ainsi, le nombre d'intérimaires augmente de 2,1 % par rapport au 3^e trimestre 2018, contre +1,8 % au niveau national (données CVS). En un an, l'augmentation est plus forte : respectivement +3,9% pour l'Île-de-France et + 1,3 % pour la France métropolitaine.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie enregistre une petite hausse, après trois trimestres de baisse : +0,8 % pour le nombre d'EETP par rapport au 3^e trimestre 2018. En particulier, l'intérim dans les industries agro-alimentaires progresse de 7,2 % en un trimestre, alors que la hausse est moins sensible dans la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques) : +0,6 %.

L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, continue d'augmenter : +5,7 % par rapport au 3^e trimestre 2018.

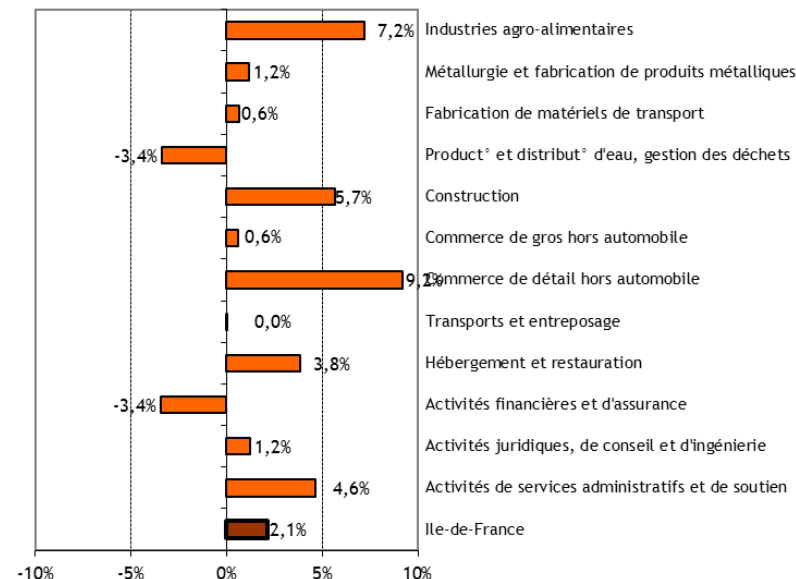
L'intérim dans le tertiaire augmente également (+2,1 % par rapport au trimestre précédent), et avec des différences suivant les secteurs d'activité. Ainsi, on observe de fortes hausses dans le commerce de détail, les activités de services administratifs et l'hébergement-restauration (resp. +9,2 %, +4,6 % et +3,8 %). En revanche, les activités financières enregistrent un fort recul du nombre d'EETP : -3,4 % ce trimestre par rapport au précédent.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 1^{er} trimestre 2013)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au 4^e trimestre 2018

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au quatrième trimestre 2018, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de 0,3 %, soit +19 130 emplois (données CVS). Il diminue légèrement dans la fonction publique avec une évolution trimestrielle de -1 400 emplois, tandis que l'emploi dans le privé progresse de 0,4 %, soit +20 500 emplois.

Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,2 %, soit +52 100 emplois).

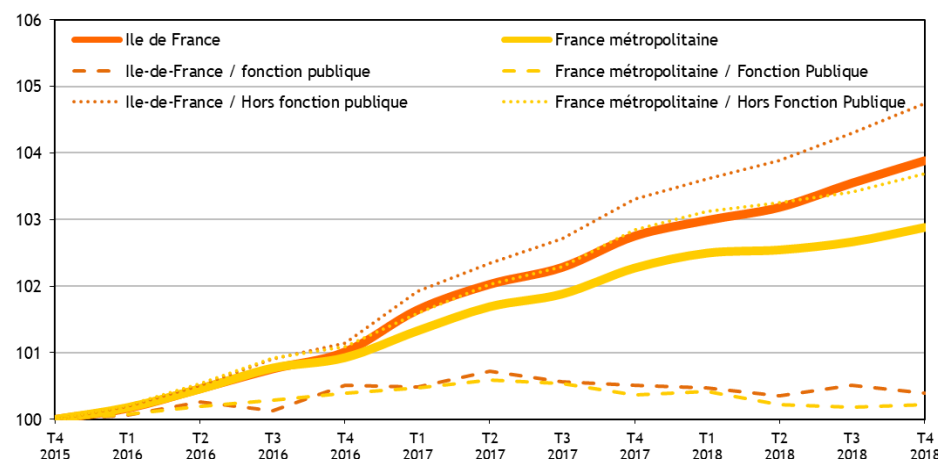
Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,1 %, soit +64 400 emplois). Il est quasi stable dans la fonction publique et s'accroît de 1,4 % (+65 800 emplois) dans le privé. Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près de 44 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au quatrième trimestre 2018, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont le Val-d'Oise et Paris. À contrario, la Seine-et-Marne, et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles, à -0,1 % et +0,1 %, respectivement.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,2 % dans le Val-de-Marne et +1,9 % (+11 500 emplois) en Seine-Saint-Denis.

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)

(données CVS, indice 100 au 4^e trimestre 2015)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2018	Évolution T4 2018 / T3 2018		Évolution T4 2018 / T4 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 842 173	10 178	0,6	31 013	1,7
Seine-et-Marne	466 658	-249	-0,1	1 788	0,4
Yvelines	548 155	1 592	0,3	3 634	0,7
Essonne	456 456	957	0,2	2 140	0,5
Hauts-de-Seine	1 066 641	3 193	0,3	11 437	1,1
Seine-Saint-Denis	620 070	1 413	0,2	11 468	1,9
Val-de-Marne	539 309	497	0,1	1 121	0,2
Val-d'Oise	376 779	1 552	0,4	1 824	0,5
Ile-de-France	5 916 242	19 133	0,3	64 424	1,1
France métropolitaine	24 692 414	52 112	0,2	146 260	0,6

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié par secteur au 4^e trimestre 2018

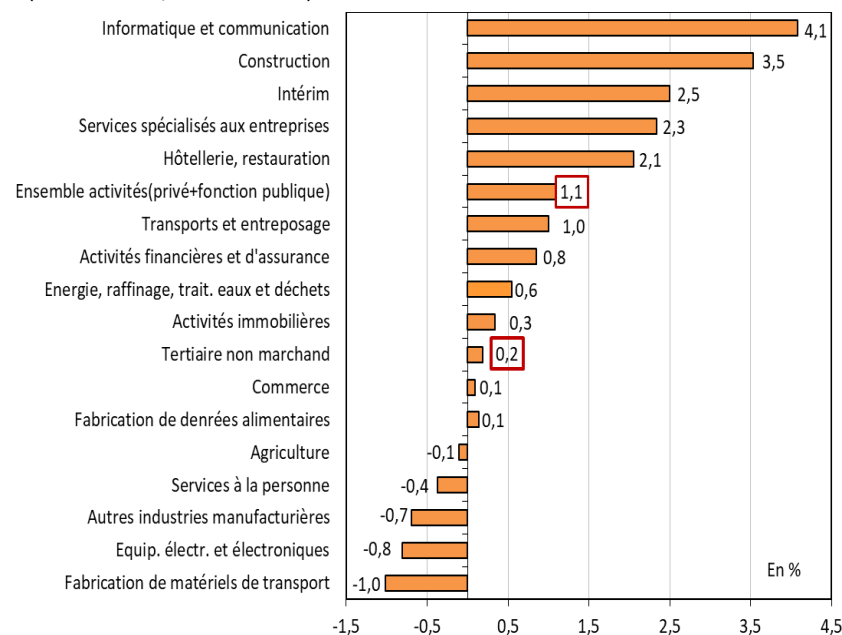
L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié enregistre une légère hausse dans l'industrie (+ 0,3 %, soit 1 350 emplois). L'emploi reste stable dans le tertiaire non marchand et le commerce mais s'accroît dans les services marchands hors intérim (+0,6 %, soit +15 960 emplois), ainsi que dans la construction (+0,7 %, soit +2 100 emplois).

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+1,8 %, soit +50 440 emplois) et la construction (+3,5 %, soit +9 660 emplois), tandis qu'il recule dans l'industrie (-0,4 %, soit -1 900 emplois).

Les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sur un an sont la « fabrication de matériel de transport » (-1,0 %, soit -720 emplois), « les équipements électrique et électronique » (-0,8 %, soit -580 emplois) et « les autres industries manufacturières » (-0,7 %, soit -1 140 emplois). Le dynamisme du secteur de la construction (+3,5 %, soit +9 660 emplois) et celui de « l'informatique et communication » (+4,1 % soit +16 333 emplois) compense ce ralentissement.

La plupart des autres secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+2,1 %, soit +6 400 emplois), des services spécialisés aux entreprises (+2,3 %, soit +22 300 emplois) et de l'informatique et communication (+4,1 %, soit +16 333 emplois) ont connu les plus fortes croissances. Le secteur des services à la personne a légèrement décliné (-0,4 %, soit -1 350 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2018	Évolution T4 2018 / T3 2018		Évolution T4 2018 / T4 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 730	-80	-1,4	-10	-0,2
Industrie	435 890	1 350	0,3	-1 920	-0,4
Construction	283 660	2 100	0,7	9 660	3,5
Commerce	708 010	710	0,1	510	0,1
Services marchands hors intérim	2 863 620	15 960	0,6	50 440	1,8
Tertiaire non marchand	1 488 510	270	0,0	2 540	0,2
Intérim	130 820	-1 180	-0,9	3 190	2,5
Ensemble des secteurs	5 916 240	19 130	0,3	64 420	1,1
Privé	4 784 120	20 530	0,4	65 830	1,4
Fonction Publique	1 132 120	-1 400	-0,1	-1 410	-0,1

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

Les tensions sur le marché du travail francilien au 1^{er} trimestre 2019

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,50 point en moyenne au premier trimestre 2019, soit 50 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,05 point par rapport au premier trimestre 2018. Cette évolution s'explique par une baisse des offres d'emploi collectées (-7,4 % sur un an) et une augmentation des demandes enregistrées par Pôle emploi (+1,5 % sur un an).

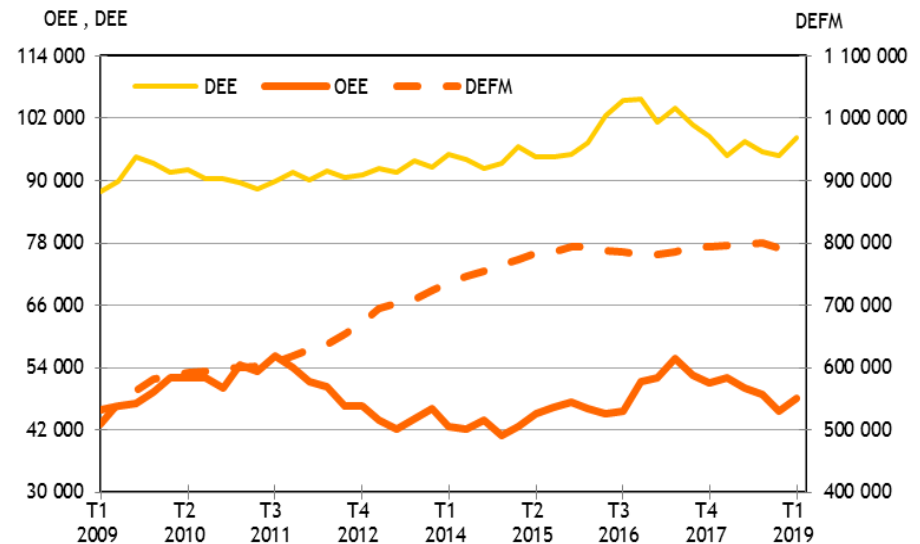
De son côté, la légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-0,5 % en données brutes) va dans le sens d'un relâchement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement progresse de 0,5 point sur le trimestre : 59,1 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2019. Ce taux est supérieur à son niveau du premier trimestre 2018 (58,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 67,6 %. Il gagne 2,6 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres s'élève à 61,7 %, loin derrière son niveau au trimestre précédent (88,4 %) et au premier trimestre 2018 (85,8 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

L'activité partielle au 1^{er} trimestre 2019

Au cours du premier trimestre 2019, 237 décisions d'activité partielle* ont été notifiées par les services de la Direccte, soit un niveau supérieur au trimestre précédent (157 décisions).

Le volume d'heures correspondant est également en nette hausse : 1 432 000 heures autorisées au premier trimestre 2019 contre 695 408 en moyenne trimestrielle en 2018.

Le secteur automobile a demandé à lui seul 385 000 heures d'activité partielle, soit 27 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures est portée par une seule demande d'un grand constructeur automobile des Yvelines.

Ce département concentre ainsi près de 50 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région.

Les Hauts-de-Seine sont le deuxième département le plus touché avec 12 % des heures.

La construction est le deuxième secteur utilisateur de l'activité partielle. Après une baisse continue tout au long de l'année 2018, ce secteur semble reparti à la hausse avec 239 000 heures contre 144 000 au quatrième trimestre 2018.

Au total, trois secteurs concentrent 60 % des heures demandées au cours de ce trimestre : l'automobile, la construction et la métallurgie.

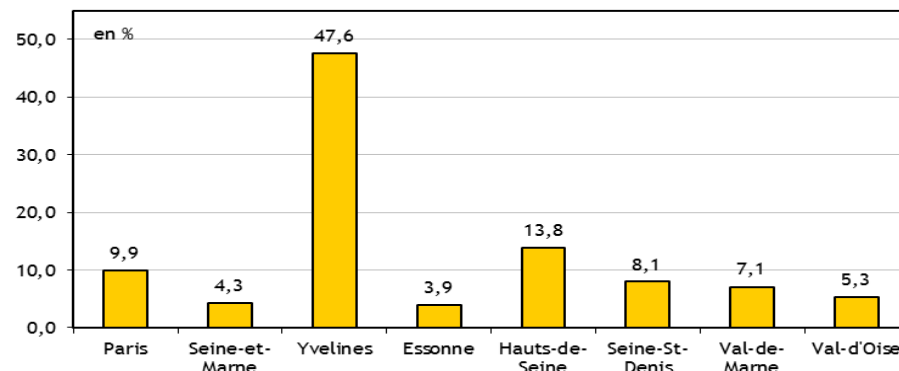
Hormis la Seine-et-Marne (-10 %) et le Val-d'Oise (-36 %), les demandes d'activité partielle ont augmenté dans tous les départements franciliens.

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

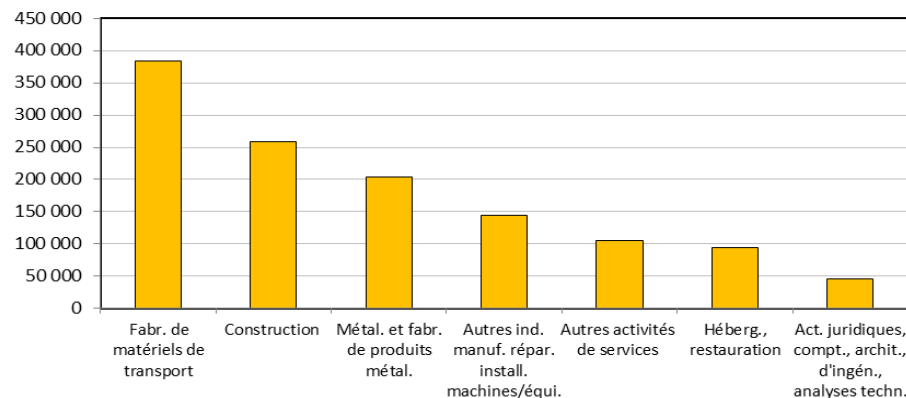
Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T12019	237	53	29	50	30	18	29	7	21
Cumul 2019 (T1)	237	53	29	50	30	18	29	7	21
Cumul 2018 (T1)	205	25	25	39	29	23	35	5	24
Heures associées au T12019	1432 620	142 500	61088	681345	56 323	198 306	115 793	101500	75 765
Cumul 2019 (T1)	1432 620	142 500	61088	681345	56 323	198 306	115 793	101500	75 765
Cumul 2018 (T1)	925 725	134 929	160 996	238 236	41494	118 849	142 218	6 353	82 650
Évolution (%)	54,8	5,6	-62,1	186,0	35,7	66,9	-18,6	1497,7	-8,3

Répartition des heures autorisées par département au 1^{er} trimestre 2019



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1^{er} trimestre 2019



Les plans de sauvegarde de l'emploi au 1^{er} trimestre 2019

Au premier trimestre 2019, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 59 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 3 410 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre, ce qui est un niveau plus élevé qu'au dernier trimestre 2018.

L'Essonne est le département le plus affecté ce trimestre. Les emplois menacés dans ce département le sont principalement dans un établissement spécialisé dans le secteur de l'ingénierie et des études techniques et un établissement de télécommunications.

De même, les Hauts-de-Seine et Paris hébergent un nombre conséquent d'emplois menacés.

En un an, l'évolution du nombre d'emplois menacés dans les Yvelines est importante (+495 %). On constate l'inverse dans les Hauts-de-Seine (-70 %), et à Paris (-51 %).

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, c'est l'activité du commerce qui menace le plus de salariés.

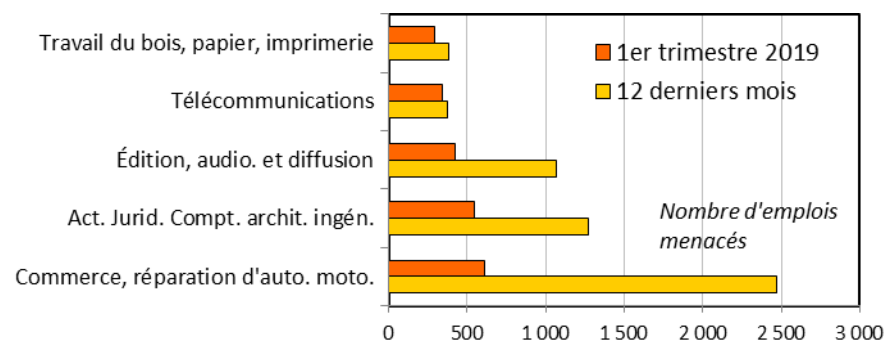
Le secteur de l'industrie du papier et imprimerie est celui qui affecte le plus de postes en proportion de son emploi régional.

Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 18 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au premier trimestre 2019. Avec 5 RCC initiés, le département des Hauts-de-Seine est celui qui en a connu le plus. Dans ce cadre, 215 emplois sont touchés. De même, l'Essonne héberge également un grand nombre d'emplois menacés (199 emplois menacés).

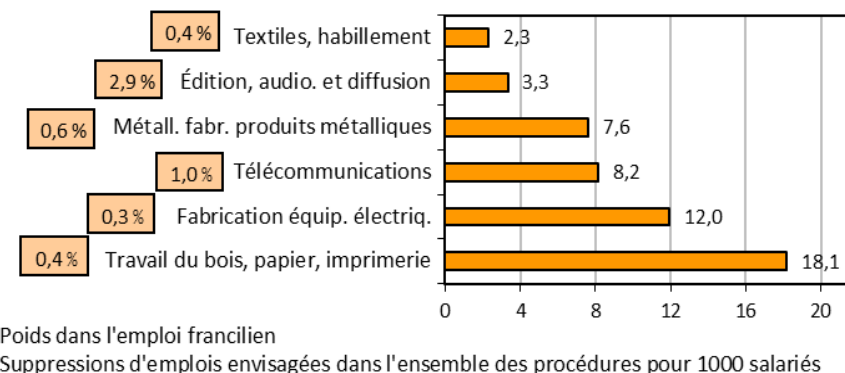
Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T1	59	16	2	7	7	16	5	4	2	0
Cumul 2019 (T1)	59	16	2	7	7	15	6	4	2	0
Cumul 2018 (T1)	59	18	3	1	1	23	5	0	3	5
Emplois menacés	3 410	567	213	494	954	630	317	86	149	/
Cumul 2019 (T1)	3 410	567	213	494	954	630	317	86	149	/
Cumul 2018 (T1)	5 487	1 165	113	83	1 678	2 087	182	47	132	/
Évol. emplois menacés (%)	-38	-51	88	495	-43	-70	74	83	13	/

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr